

ISRAËL-PALESTINE

Lettre ouverte au Premier ministre turc Tayyip Erdogan

jeudi 23 février 2006, par [Afif Lakhdar](#)

Courrier International

Ankara peut-il relancer le processus bloqué de la paix israélo-palestinienne ? L'intellectuel tunisien Afif Lakhdar y croit. Car l'islamiste modéré Erdogan est le mieux placé pour faire entendre raison aux deux parties.

Cher Monsieur Recep Tayyip Erdogan,

Vous êtes l'un des rares représentants de l'islam politique qui comptent parmi les grands dirigeants de notre époque. En tant que chef d'un parti islamique [l'AKP], vous vous êtes distingué par votre étonnante capacité d'évolution en abandonnant la doctrine suicidaire du djihadisme. Car vous avez compris qu'il fallait s'adapter aux conditions historiques qui sont les nôtres aujourd'hui et vous avez fait votre deuil des vestiges d'un particularisme suranné pour vous convertir aux valeurs rationnelles, humanistes et universelles.

Récemment, vous avez publié une lettre adressée au Hamas dans le quotidien panarabe Asharq Al-Awsat. Cette lettre montre que vous souhaitez encourager les dirigeants islamistes à emprunter le même chemin que le vôtre et à renoncer au dogmatisme aveugle. Vous y avez conseillé au Hamas de se convertir au pragmatisme réaliste et d'"abandonner les positions et les pratiques du passé", de "reconnaître Israël" et de "déposer les armes". On peut regretter que vous n'ayez pas précédé l'initiative de Vladimir Poutine, qui avait invité le chef du Hamas, Khaled Mechaal, à Moscou. Toutefois, rien ne vous empêche d'aller plus loin et de vous rendre à Gaza pour vous y adresser aux trois groupes qui comptent aujourd'hui dans le conflit israélo-palestinien : le Hamas, le Fatah et le gouvernement israélien.

Votre rôle consisterait à convaincre le Hamas de revoir sa charte et de renoncer à la "libération de la Palestine jusqu'au dernier bout de terre pour en faire un waqf [bien de mainmorte] appartenant à l'ensemble du monde musulman", de souscrire à toutes les obligations contractées par l'Autorité palestinienne, de dissoudre les brigades Ezzeddine Al-Qassam [branche armée du Hamas] et autres milices, et d'assouplir le rigorisme qu'il a commencé à établir à Gaza. Quant au Fatah, vous devriez le convaincre de rejoindre un gouvernement d'unité nationale afin d'appliquer le premier volet de la feuille de route, portant sur le désarmement des milices et le démantèlement des infrastructures terroristes, pour ensuite en négocier avec Israël le second volet, portant sur le retrait des Territoires occupés. Finalement, vous devriez convaincre Israël que vos démarches ont porté leurs fruits et que les Palestiniens sont un partenaire fiable pour conclure un accord de paix qui ne soit pas une trêve entre deux guerres. De même, Israël devrait s'engager à libérer les prisonniers, à lever le blocus économique, à reprendre le versement des taxes dues [aux Palestiniens], à renoncer à sa politique unilatérale, à assurer la viabilité du futur Etat palestinien. Il doit arrêter les assassinats ciblés, évacuer les "zones de sécurité", abandonner l'idée de garder des régions dont la seule importance est d'"ordre national et historique" ou d'une Jérusalem "capitale éternelle et unifiée". Ces conditions injustes ne font qu'affaiblir les modérés au profit des islamistes, qui se servent de la question palestinienne pour ancrer leur idéologie dans la conscience musulmane.

Dans la mesure où la psychologie du Hamas est marquée par son isolement sur la scène internationale, une telle initiative pourrait se révéler salutaire. Les esprits les plus rationnels du mouvement pourraient y

voir l'occasion de troquer l'idéologie de la guerre sainte contre une reconnaissance diplomatique. Monsieur le Premier ministre, cela assurerait à votre pays un rayonnement régional et international considérable et vous ferait entrer dans l'Histoire comme l'un des hérauts de la paix, paix à laquelle aspirent tous les peuples de la région après des souffrances qui n'ont que trop duré. Avec mes respects les plus sincères,

Afif Lakhdar

Elaph